

Conférence de presse du 11 mai 2010

Argumentaire en faveur de l'initiative de l'UNES pour les bourses d'études

Dominique Arlettaz, Recteur de l'Université de Lausanne

1. Les étudiants: une chance pour la Suisse

Renforcer la longue chaîne de la formation

Le dynamisme de la Suisse est en grande partie dû au niveau de la formation de sa population. L'excellente qualité de la formation crée des conditions très favorables à la création d'emplois, représente un facteur essentiel d'innovation et offre à notre pays un extraordinaire potentiel de développement. C'est la raison pour laquelle il convient de rappeler sans cesse que le système de formation de la Suisse est un bien précieux et qu'il faut tout mettre en œuvre pour le préserver et le renforcer. Chaque élément de ce système est indispensable et doit disposer de ressources suffisantes, de l'école enfantine à l'université. Il faut donc concevoir la formation comme une longue chaîne formée de tous les niveaux de la formation: chaque maillon de cette chaîne est important et doit avoir la même solidité.

L'initiative sur les bourses lancée par l'UNES veut renforcer le système de formation en mettant à disposition des étudiantes et des étudiants des bonnes conditions d'études. Elle concerne les étudiantes et les étudiants de tous les types de hautes écoles, universités, écoles polytechniques, hautes écoles spécialisées, hautes écoles pédagogiques, autres écoles de degré tertiaire, et encourage également l'aide à la formation à d'autres niveaux, en particulier au niveau secondaire.

La Suisse a la chance d'avoir les étudiants qu'elle a !

Mais pourquoi faut-il ancrer dans la Constitution fédérale le principe de la compétence de la Confédération en matière d'aide à la formation ? Pourquoi vouloir dépasser la situation actuelle ? On pourrait en effet penser que les étudiants des hautes écoles ont déjà beaucoup de chance: ils ont la chance de pouvoir faire des études dans des institutions de qualité et de renom international, ils bénéficient d'un bon encadrement et d'infrastructures d'enseignement et de recherche de très haut niveau. Ils ont à leur disposition une offre de formation complète et variée et ceux qui le souhaitent ont accès à la recherche de pointe. C'est bien vrai, les étudiants ont cette chance !

Mais en fait, l'inverse est encore plus vrai: il faut dire haut et fort que c'est la Suisse qui a la très grande chance d'avoir les étudiants qu'elle a ! Il convient en effet de rappeler que le système suisse d'études est très sélectif en comparaison avec l'étranger. En effet, seuls 32% des jeunes suisses obtiennent un certificat de maturité (environ 20% d'une classe d'âge obtient une maturité gymnasiale et 12% une maturité professionnelle). C'est très peu car la moyenne de l'OCDE est légèrement supérieure à 60% avec des pics à plus de 90% en Finlande ou en Irlande.

Cela montre bien que pour arriver dans une haute école, un jeune doit affronter une sélection très sévère. Les études de niveau tertiaire sont très exigeantes. Les étudiants doivent faire de gros efforts, développer leur curiosité et être capables de surmonter les doutes et les échecs. Or on sait bien que ceux-ci sont importants, surtout en première année d'études. Les hautes écoles attendent beaucoup de la part de leurs étudiants et seuls réussissent celles et ceux qui sont motivés et compétents. Bref, les jeunes qui s'engagent dans un cursus d'études ne savent pas toujours ce qui les attend et doivent avoir l'audace de se fixer des objectifs ambitieux. Etre étudiant est une activité qui demande du temps, des efforts, du talent et une certaine forme de générosité. C'est plus facile à dire qu'à faire, surtout à un moment charnière de leur vie.

Offrir aux étudiantes et aux étudiants un niveau de vie minimal

Or on sait que certains étudiants suisses se trouvent dans une situation matérielle difficile. D'après une large enquête réalisée au niveau de toutes les universités suisses, 12% d'entre eux sont dans une situation financière médiocre. Ils sont prêts à travailler pour financer partiellement leurs études. Ils sont prêts à le faire, mais c'est notre devoir de leur offrir des conditions qui ne les placent pas dans une situation où l'avancement de leurs études serait mis en péril. C'est dans leur intérêt, mais c'est aussi dans l'intérêt de nos hautes écoles et du marché du travail dans notre pays. Et enfin, c'est une composante essentielle de l'égalité des chances.

Pour que les étudiantes et étudiants de nos hautes écoles puissent faire convenablement leur travail, il faut leur garantir un niveau de vie minimal. Nous avons tous besoin de leurs compétences.

C'est le moment de faire un pas de plus

De nombreuses démarches ont déjà été entreprises dans ce sens et les Cantons ont fait des efforts majeurs, en particulier tout récemment, pour offrir des bourses d'études plus importantes. Il s'agit maintenant de faire un pas de plus et reconnaître que c'est une tâche nationale. Au moment où se met en place l'Europe du savoir, la situation de l'aide à la formation en Suisse doit rattraper le gros retard accumulé en comparaison internationale. Le lancement de l'initiative de l'UNES a pour objectif de mettre sur la place publique cette question vitale pour notre pays et pour la jeunesse qui vit en Suisse.

2. Les étudiantes et les étudiants d'aujourd'hui qui s'engagent pour les étudiantes et étudiants de demain

Un problème ancien

La question de la mise à disposition des jeunes des aides à la formation suffisantes est déjà ancienne. De nombreux efforts ont été déployés par les collectivités publiques, mais ils ne sont clairement pas encore suffisants. D'une part, le montant global des bourses d'études en Suisse n'a pas augmenté au cours des vingt dernières années, et d'autre part les comparaisons internationales montrent que la Suisse enregistre, avec 14%, une des proportions de bénéficiaires les plus basses d'Europe.

Une démarche faite par les étudiantes et les étudiants

Les étudiantes et les étudiants ont attiré l'attention des autorités sur ce problème depuis bien longtemps. Mais aujourd'hui, ce sont eux qui ont décidé de passer à l'action. Les associations d'étudiantes et d'étudiants ont empoigné le problème, elles ont consulté, pris des avis juridiques et politiques et elles ont réussi à formuler un texte cohérent et rassembleur. C'est dans cet esprit que l'UNES a déposé l'initiative populaire fédérale demandant la modification de l'article 66 de la Constitution fédérale, consacré aux aides à la formation.

Un geste de solidarité entre les étudiants d'aujourd'hui et ceux de demain

Il convient rendre hommage aux étudiantes et aux étudiants d'avoir eu l'audace d'entreprendre cette démarche de longue haleine. En effet, quand on sait le temps qui est nécessaire pour la mener à terme, on comprend que les étudiantes et les étudiants d'aujourd'hui ne bénéficieront pas des éventuels effets positifs de cette initiative. Ils le font donc pour celles et ceux qui seront étudiantes et étudiants après eux. Ce geste de solidarité entre les générations d'étudiants d'aujourd'hui et celles de demain est remarquable et mérite notre plein soutien.